

Chiffres

Collection de la France des TPE

Cahier n°21, octobre 2015

ET COMMENTAIRES

Indicateurs 2014

EXTRAITS

**2014,
les TPE à la peine**

Activité : -1,0%

Résultat : -3,4%

ZOOM SUR L'ALIMENTAIRE

Le secteur se défend p.8



Édito

Dans la "Collection de la France des TPE", nous vous présentons la 21^{ème} édition du cahier "Chiffres et Commentaires". Cette étude complète la publication "Activités et tendances" parue en avril, relative à l'évolution des chiffres d'affaires de l'année 2014.

La Commission des Études Économiques a validé les données statistiques d'une population de près de 180 000 entreprises portant sur les exercices clos en 2014. Cette validation a permis d'analyser 75 professions réparties au sein de 11 secteurs d'activité.

Après avoir mis en lumière plus particulièrement les secteurs "Cafés, hôtels, restaurants" et "Bâtiment", le zoom porte cette année sur le secteur du commerce de détail alimentaire. Ce dernier réalise une belle année, il présente la meilleure progression des revenus bruts des secteurs.

Ces dernières années sont tendues pour les TPE adhérentes au réseau des CGA. L'année 2014 est maussade avec une activité globale en baisse de 1,0%. La valeur ajoutée est elle-même en retrait de 1,4% alors qu'elle était stable dans l'étude précédente. La rentabilité se contracte de 3,4%.

La reprise tant attendue tarde à se manifester. Le frémissement d'une relance de l'activité commentée dans la presse ne se concrétise pas encore dans les TPE, mais permet d'espérer des jours meilleurs.

Notre réseau veut continuer de suivre et d'analyser l'évolution des TPE et d'apporter son expertise aux Centres partenaires et à leurs adhérents.

Yves Marmont
Président



Côtes d'Armor (22)

INFOS PRATIQUES

Cette 21^{ème} édition présente les indicateurs statistiques sur l'évolution économique de près de 180 000 TPE adhérentes des CGA membres du réseau FCGA/ANPRECEGA. Ces résultats sont calculés à partir des déclarations fiscales 2014. Les 75 professions de cette étude sont regroupées en 11 secteurs d'activité. Ces professions, parmi les mieux représentées au sein des Centres de Gestion Agréés, font l'objet d'une analyse des principaux indicateurs économiques, permettant ainsi de positionner les TPE dans leur environnement.

Si ces résultats traduisent des tendances bien réelles, ils ne doivent en aucun cas être considérés comme des normes professionnelles.

NOTES TECHNIQUES

■ Par convention, le résultat courant brut est considéré comme la rémunération brute avant impôt du chef d'entreprise, c'est-à-dire son revenu disponible plus ses cotisations sociales.

■ Le SMIC annuel brut, arrondi à 17 000 €, hormis pour le secteur de la santé, a été retenu comme indicateur d'appréciation du résultat courant brut. À l'aide de ce critère, il est possible de classer et de compter les effectifs d'entreprises appartenant aux quatre tranches suivantes de résultat courant brut :

	Santé :
RC inférieur à 17 000 €,	RC inférieur à 34 000 €,
RC compris entre 17 000 € et 34 000 €,	RC compris entre 34 000 € et 68 000 €,
RC compris entre 34 000 € et 51 000 €,	RC compris entre 68 000 € et 102 000 €,
RC supérieur à 51 000 €.	RC supérieur à 102 000 €.

■ Les variations des indices de prix retenues sont celles publiées par l'INSEE. Références à retrouver sur le site INSEE : "Informations Rapides" janvier 2015, prix à la consommation, en moyenne annuelle 2013 et 2014. Pour le secteur du transport : Chiffres et statistiques INSEE, mars 2015. Pour le secteur du bâtiment, c'est l'indice des prix de l'entretien-amélioration de logements (IPEA), 4^{ème} trimestre 2014/4^{ème} trimestre 2013, publié par l'INSEE, qui est retenu.

■ Les abréviations :

CA : Chiffre d'affaires	CP : Charges de personnel	CAF : Capacité d'autofinancement
MB : Marge brute	EBE : Excédent brut d'exploitation	VA : Valeur ajoutée
RC : Résultat courant	TPE : Très petite entreprise	

Chiffres et commentaires
Cahier n°21 - Octobre 2015
Collection de la France des TPE
Réalisé par :

La Fédération des Centres de Gestion Agréés, FCGA, 2 rue Meissonier, 75017 Paris

avec la participation de :
L'Association Nationale des Directeurs de Centres et Associations agréés, ANPRECEGA

Directeur de la publication :
Yves Marmont, FCGA

Directeurs délégués de la publication :
Yves Marmont, FCGA
Jean-Florin, ANPRECEGA.

Directeur de la rédaction :
Yves Granier, CGA des Hauts de France.

Comité de rédaction :

Nathalie Azmi, OGA Atlantic ; Marianne Baufle, CRGA Franche-Comté ; Patrick Chauvigné, Centre Anjou Gestion ; Marie-Line Dufour, CEGAL ; Jean Florin, CGA Côtes d'Armor ; Yves Granier, CGA des Hauts de France ; Christine Lasne, CGA des Hauts de France ; Nathalie Legendre, CGA Maine-Normandie ; Hélène Livet, CRGA Franche-Comté ; Jocelyne Loré, COGESTIO ; Vincent Mémin, CGA Charente-Maritime ; Catherine Pecastaings, CECOGEBA ; Claude Scariot, CGA de Savoie ; Gilles Valette, CGA Arles.

Comité de validation des données :
Marie-Line Dufour, CEGAL ; Jean Florin, CGA Côtes d'Armor ; Yves Marmont, FCGA ; Vincent Mémin, CGA Charente-Maritime ; Aurore Olivier, CGA Côtes

d'Armor ; Bruno Pipeaud, CEGERAPBL ; Martine Samat, CGA des Bouches du Rhône.

Participation pour les témoignages :
Christine Borthomieux, CEGAL ; Martine Samat, CGA des Bouches du Rhône.

Traitement informatique : Alain Blaizeau, SAS Adeline.

Conception-maquette : Nathalie Azmi, OGA Atlantic.

Impression : Imp. Julien-Jobub (62).

Édition : SAS CGA Diffusion, 2 rue Meissonier, 75017 Paris, Tél. 01 42 67 80 62.

ISSN : 1953-079X - Cahier annuel, prix : 50 € TTC.

04 ENSEMBLE ET SECTEURS D'ACTIVITÉ

Évolution des Résultats courants
2014/2013

2014, les TPE à la peine

-3,4% →

08 ZOOM SUR LE COMMERCE ALIMENTAIRE

Le secteur se défend

+1,3% →

10 COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE

+1,3% →

Boucherie : Musclée

Boucherie-Charcuterie : À point

Charcuterie : Tout est bon

Boulangerie-Pâtisserie : Petits pains

Pâtisserie : Bonne recette

Alimentation générale : Petit régime

Supérettes : Encore des résultats

Fruits et légumes : Mauvaise récolte

Crèmerie : Riche

Poissonnerie : Pas de vagues

15 ÉQUIPEMENT DE LA PERSONNE

-3,6% →

Maroquinerie : Panier percé

Prêt-à-porter : Encore une veste

Chaussures : Marche avant

Lingerie féminine : Tendu

Mercerie : La déchirure

Horlogerie-Bijouterie : Maillon faible

18 ÉQUIPEMENT DE LA MAISON

-4,4% →

Antiquités, brocante : À restaurer

Cadeaux, souvenirs : Pas d'emballement

Ébénisterie, rénovation de meubles : Ça dévisse

Tapiserie, décoration : Dans le décor...

Électroménager, radio, TV, Hifi : Retour du son...

Fleurs : Planté !

21 BEAUTÉ-ESTHÉTIQUE

+0,8% →

Salon de coiffure : Lissage

Coiffure à domicile : Toujours court

Esthétique : Meilleur mine

Esthétique et Parfumerie : Petite embellie

Parfumerie, Produits de beauté : Aride

23 CULTURE ET LOISIRS

+0,1% →

Articles de pêche et de chasse : Menu fretin

Articles de sport : Poids plume

Commerce et rép. de cycles et de scooters : Maillot jaune

Librairie, papeterie, presse : Entre 2 pages

Studio photographique : Chambre noire

Tabac, jeux, journaux : Autant de fumée

26 CAFÉ-HÔTELLERIE-RESTAURATION

-2,3% →

Café-tabac, jeux, journaux : Petite tournée

Café-jeux : Serré

Hôtel sans restaurant : Insomnie

Hôtel-Restaurant : Toujours à jeun

Hôtellerie de plein air : Nuit fraîche

Brasserie : À la diète

Café-Restaurant : Petite faim

Crêperie : Bonne pâte

Pizzeria : Réchauffée

Restaurant : Au régime

Restauration rapide : Au ralenti

32 SANTÉ

-0,8% →

Pharmacie : Stationnaire

Optique, lunetterie : Moins perçant

Prothésiste dentaire : Moins douloureux

33 SERVICES

+0,2% →

Cordonnerie : Du sur place

Imprimerie : B.A. Tirer vers le haut

Marbrerie funéraire : De marbre

Signalétique : Couleurs retrouvées

Agence immobilière : En bonne voie

Blanchisserie, pressing : Propret

Toiletage d'animaux : Mieux soigné

Entreprise de nettoyage : Brillantes

37 AUTO-MOTO

-1,9% →

Carrosserie automobile : Sans corrosion

Garage : Sans à coup

Garage, VO-VN : En pente

Garage, VO-VN, carburant : Des ratés

Commerce et réparation de motos : Contrôle des gaz

40 TRANSPORTS

-1,2% →

Ambulance : Moins de souffle

Taxi : En perte de vitesse

Transport de marchandises : En avant toute !

Messagerie, fret express : Course gagnante

42 BÂTIMENT

-4,8% →

Couverture : Toujours en haut

Charpente : Gare à la chute

Maçonnerie : Manque de solidité

Terrassement, travaux publics : À consolider

Électricité générale : La panne

Plomberie, chauffage, sanitaire : Plombée

Menuiserie : Coup de rabot

Serrurerie, métallerie : Grippage

Peinture : Nettes bavures

Plâtrerie, staff, décoration : Fissures

Revêtement sols, murs, carrelage : Dérapage

→ CA : -1,0% → RC : -3,4%

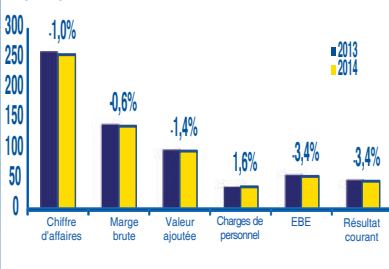
2014, les TPE à la peine

ENSEMBLE

L'année 2014 a vu l'économie française tourner au ralenti. La croissance du produit intérieur brut n'est que de 0,2% après deux années de progression modérée, +0,7% en 2013 et +0,2% en 2012.

Le mouvement général des prix en France suit la tendance mondiale de désinflation. En moyenne annuelle, les prix à la consommation ont faiblement augmenté, +0,5%, après +0,9% en 2013 et +2,0% en 2012. Ce ralentissement des prix en 2014 correspond à la baisse des prix de l'énergie, des produits alimentaires, des produits de santé et des produits manufacturés. À l'inverse, les prix des services ont été tirés vers le haut avec l'augmentation des taux de TVA. La consommation des ménages confirme son évolution à la hausse. Elle croit de 0,6% après +0,4% en 2013 et -0,3% en 2012. Si le pouvoir d'achat des ménages progresse légèrement, +1,1%, le revenu de l'ensemble des entrepreneurs individuels français reste orienté à la baisse, -1,2% en 2014 après -1,0% en 2013. Les entreprises françaises constatent à nouveau une dégradation de leur taux de marge. Celui-ci, mesuré par le rapport entre l'excédent brut d'exploitation et la valeur ajoutée, perd encore 0,4 point pour tomber à 29,3% et ce malgré les mesures de crédit d'impôt mises en place.

Évolution des ratios économiques 2014/2013



Les difficultés persistantes de l'économie française se ressentent au sein des secteurs de l'artisanat, du commerce et des services. Les 183 000 entreprises du fichier économique du réseau des CGA reprises dans cette étude voient leur activité et leur rentabilité orientées à la baisse. Le chiffre d'affaires de ces TPE diminue de 1,0% après -0,4% en 2013 et +0,5% en 2012. La valeur ajoutée dégagée par ces entreprises décroît de 1,4% alors qu'elle était stable en 2013. Le résultat courant moyen, exprimé avant cotisations sociales de l'exploitant, chute de 3,4%, plus fortement qu'en 2013, -1,1% et qu'en 2012, -2,5%.

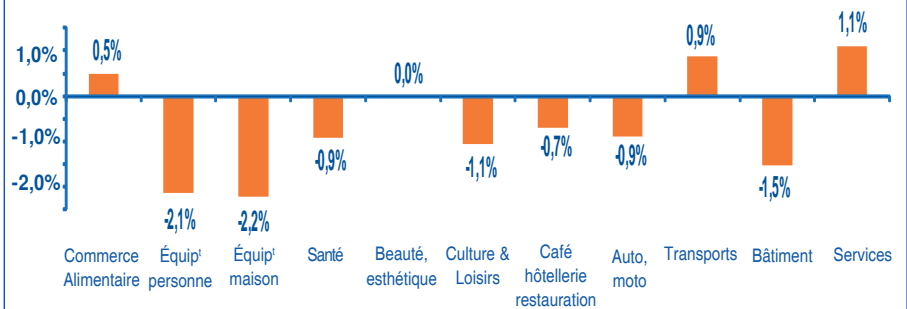
Tous les secteurs professionnels n'affichent pas les mêmes performances économiques. Au niveau de l'activité, seuls trois secteurs sur les onze étudiés présentent des évolutions positives. .../...



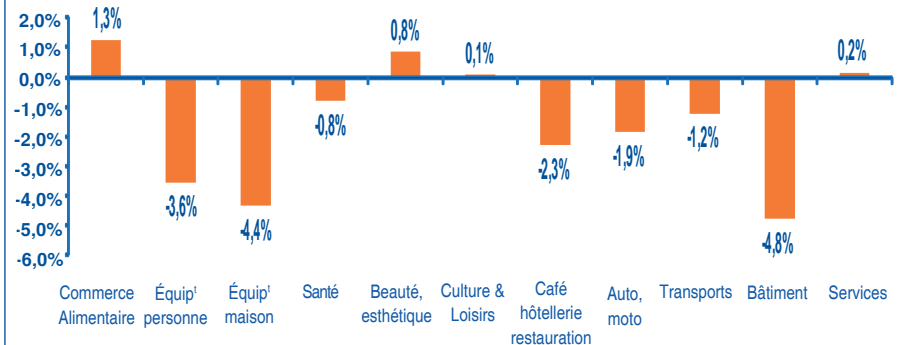
Chiffres clés

Nombre d'adhérents	183 000
Chiffre d'affaires moyen	256 K€
Résultat courant moyen net	33 K€
Résultat courant moyen brut	47 K€
Indice des prix	+0,5%

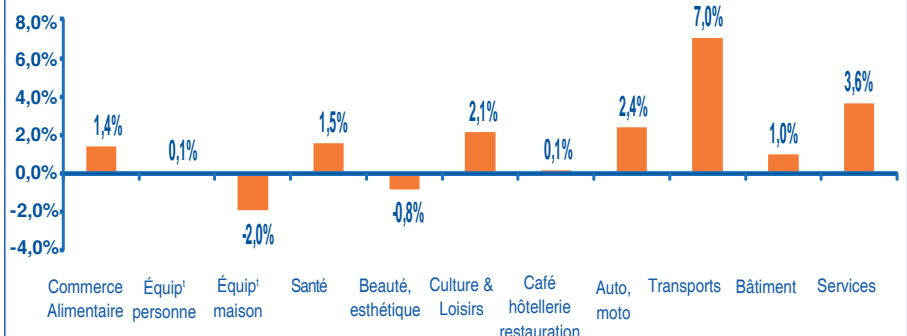
ÉVOLUTION DES CHIFFRES D'AFFAIRES



ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS



ÉVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL

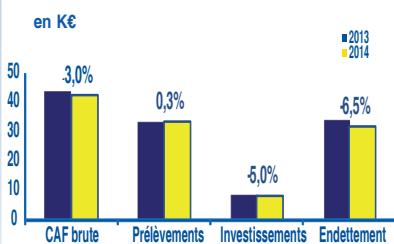


ET SECTEURS...

Les services divers montent en haut du podium avec une hausse de 1,1%. Déjà bien orientés en 2013 et en 2012, le secteur des transports et celui des détaillants alimentaires enregistrent des hausses de chiffre d'affaires respectives de 0,9% et de 0,5%. Si le secteur beauté-esthétique est stable, les sept autres secteurs enregistrent des baisses de chiffre d'affaires. Trois d'entre eux limitent le recul de leur activité. Les cafés-hôtels-restaurants sont toujours à la peine avec une baisse de 0,7% en 2014 identique à celle de 2013. Les secteurs santé et automobile perdent chacun 0,9%. Les quatre derniers secteurs voient leur activité plus marquée à la baisse. Le groupe culture-loisirs perd 1,1% après -2,2% en 2013. Le gros secteur du bâtiment cède 1,5% après seulement -0,2% en 2013. L'équipement de la personne perd 2,1% de chiffre d'affaires après -3,5% en 2013.

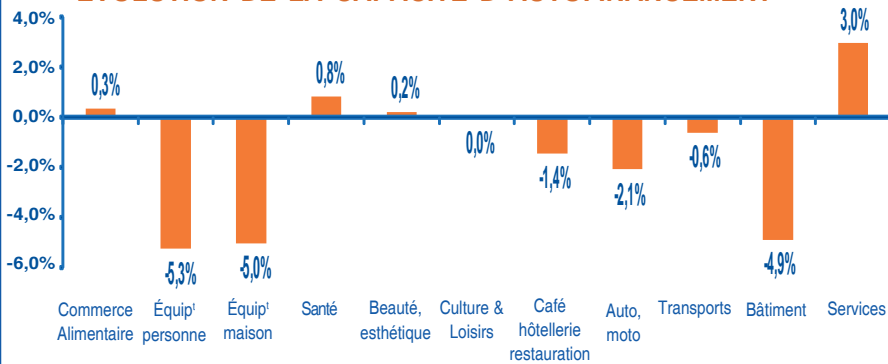
L'équipement de la maison continue de baisser avec une activité en retrait de 2,2% suite à -2,7% en 2013. À ces médiocres performances de l'activité économique des TPE vient se greffer une rentabilité en nette dégradation. Cette mauvaise orientation tient au retrait de la marge brute de 0,6% auquel s'ajoutent des charges courantes et des charges de personnel en hausse significative. Il en découle une valeur ajoutée dégagée en baisse de -1,4%, alors qu'elle était stable en 2013 et un excédent brut d'exploitation en retrait de 3,4%. La rentabilité finale, exprimée par la variation du résultat courant brut moyen, affiche un recul similaire de 3,4% après une détérioration de 1,1% en 2013 et de 2,5% en 2012. Seul le secteur alimentaire tire son épingle du jeu avec une amélioration de sa rentabilité de 1,3%. Les professionnels de la santé passent dans le rouge avec une baisse de 0,8% contre +2,2% en 2013. Parmi les secteurs en recul de rentabilité, les artisans du bâtiment souffrent le plus avec un repli de 4,8% contre -0,5% en 2013. Ils sont précédés par les cafés-hôtels-restaurants, -2,3%, les secteurs de l'équipement de la personne, -3,6% et de l'équipement de la maison, -4,4%.

Évolution des ratios financiers 2014/2013

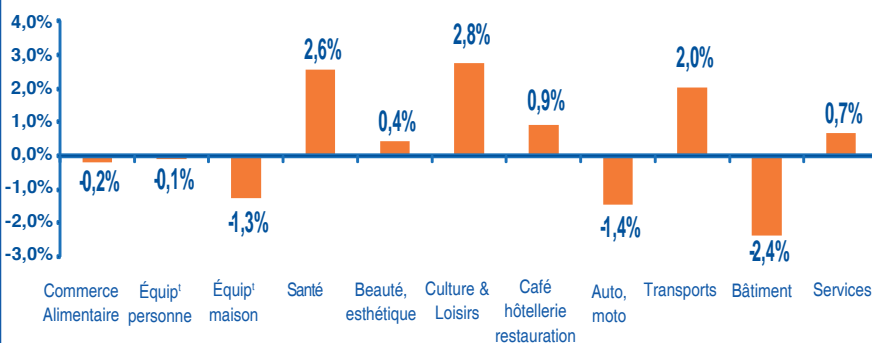


En ces temps de difficultés, les chefs d'entreprises des TPE ont vu leur capacité d'autofinancement brute se rétracter de 3,0%. Leurs investissements ainsi que leur endettement sont à la baisse encore cette année. Ils ont puisé dans leur trésorerie pour augmenter légèrement leurs prélèvements. ■

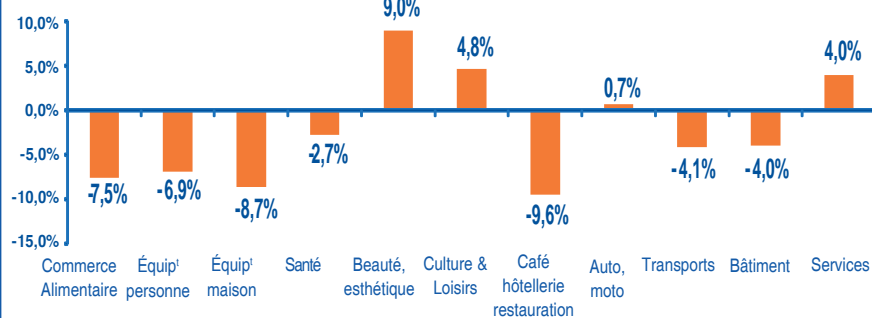
ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT



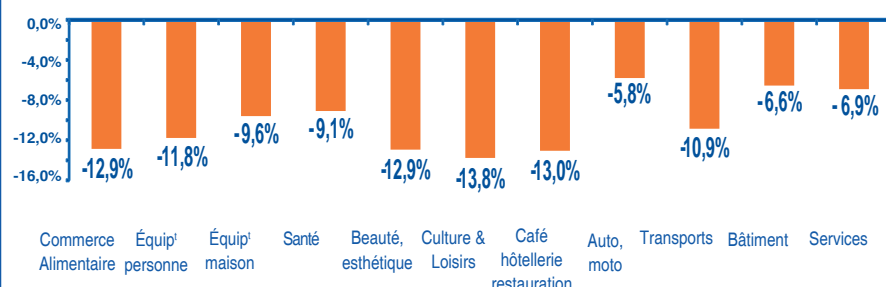
ÉVOLUTION DES PRÉLÈVEMENTS



ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT



ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT

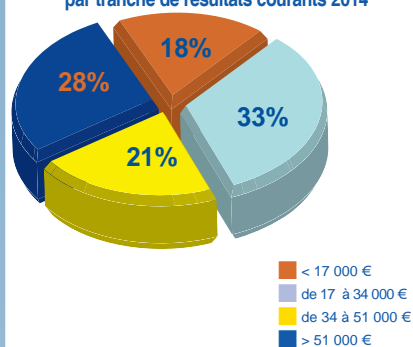


GROS PLAN SUR

Le résultat courant moyen brut, c'est-à-dire avant prise en compte des cotisations sociales dues par le chef d'entreprise, est de 47 000 € en 2014. Hors secteur santé, ce résultat est de 39 000 €.

Toutes entreprises de l'étude confondues, la distribution des revenus est présentée en fonction du SMIC annuel brut, arrondi à 17 000 €. La proportion d'entreprises gagnant moins du SMIC brut est de 18% contre 17% en 2013. Entre 17 000 et 34 000 € se situent 33% des TPE. La tranche suivante, entre 34 000 et 51 000 €, compte 21% de l'effectif. Le poids de ces deux tranches est stable. La tranche des revenus supérieurs à trois fois le SMIC brut compte 28% des entreprises contre 29% en 2013.

Répartition des entreprises par tranche de résultats courants 2014



Classement du résultat courant par profession.

Le classement des professions se fait à l'aide de 4 tranches de résultat courant brut. La première tranche est bornée à deux fois le SMIC annuel brut arrondi à 34 000 €. La suivante va de 34 000 à 42 500 €. La troisième s'échelonne de 42 500 à 51 000 € et la dernière dénombre les professions dont le résultat courant brut moyen dépasse les 51 000 € soit trois fois le SMIC. Parmi les 77 professions présentées, elles sont 14 à se situer dans cette plus haute tranche. Les professionnels de santé y côtoient les ambulanciers et taxi-ambulances, les cafés-tabacs-jeux-journaux, les bouchers et les charcutiers, les agents immobiliers ou encore les couvreurs, les supérettes et les entreprises de nettoyage. La tranche suivante, de 42 500 € à 51 000 €, compte également 14 professions contre 16 en 2013. En font partie les boulangers et les pâtisseries, les maçons et les chauffagistes, les garagistes et les brasseries. De même, les imprimeurs et les bijoutiers-horlogers y sont compris. L'hôtellerie de plein air est passée dans la tranche inférieure. Le troisième groupe se compose de 25 professions. Les crémiers, poissonniers et les commerçants en fruits et légumes sont accompagnés des professionnels du bâtiment comme les charpentiers, les électriciens, les peintres, les plâtriers ou les menuisiers. Le secteur café-hôtellerie-restauration y est également fort représenté.

La dernière tranche de ce classement regroupe 24 activités professionnelles dont les revenus sont inférieurs à 34 000 €. Les métiers du secteur beauté-esthétique et de celui des services y sont bien représentés. S'y ajoutent les antiquaires, les ébénistes, les tapisseries-décorateurs, les fleuristes, les taxis. Le prêt-à-porter et la lingerie en font toujours partie. ■

Répartition des résultats courants bruts par tranches

LES PROFESSIONS DONT LE RÉSULTAT COURANT EST SUPÉRIEUR à 51 000 € brut*

Pharmacie	181 500	Boucherie-charcuterie	56 800
Optique, lunetterie	81 300	Agence immobilière	53 400
Ambulance et taxi-amb.	71 700	Supérettes	53 400
Prothésiste dentaire	66 800	Entreprise de nettoyage	52 300
Tabac, journaux, jeux	61 100	Charcuterie	51 900
Café-tabac, jeux, jeux	60 400	Couverture	51 700
Boucherie	57 600	Hôtel sans restaurant	51 200

LES PROFESSIONS DONT LE RÉSULTAT COURANT EST COMPRIS ENTRE 51 000 € ET 42 500 €*

Marbrerie	50 800	Transport de march.	44 500
Boulangerie-pâtisserie	49 200	Brasserie	44 300
Station-service	48 000	Librairie, papeterie, presse	44 000
Garage, VO-VN, carb ^{ant}	48 000	Horlogerie, bijouterie	43 300
Pâtisserie	47 000	Maçonnerie	43 000
Garage-VO-VN	46 200	Plomberie-chauffage	43 000
Serrurerie-métallerie	45 700	Imprimerie	42 700

LES PROFESSIONS DONT LE RÉSULTAT COURANT EST COMPRIS ENTRE 42 500 € ET 34 000 € brut*

Charpente	42 400	Plâtrerie-staff-déco.	39 300
Crèmerie	41 800	Peinture	39 200
Carrosserie automobile	41 400	Menuiserie	38 900
Pizzeria	41 400	Carrelage	38 000
Poissonnerie	41 300	Hôtel-restaurant	37 300
Garage	41 300	Chaussures	36 700
Terrassements-TP	41 200	Café-restaurant	36 400
Hôtellerie de plein air	40 900	Café-jeux	35 700
Crêperie	40 700	Articles de chasse-pêche	35 600
Messagerie, fret	40 300	Fruits et légumes	35 600
Restaurant	40 100	Parfumerie-P ^{dis} de beauté	34 300
Signalétique	39 700	Maroquinerie	34 300
Électricité générale	39 400		

LES PROFESSIONS DONT LE RÉSULTAT COURANT EST INFÉRIEUR à 34 000 € brut

Articles de sport	32 800	Ébénisterie	29 600
Cycles et scooters	32 500	Studio photographique	28 100
Électroménager, radio, TV, hifi	32 300	Tapisserie, décoration	27 200
Alimentation	32 300	Cadeaux, souvenirs	27 200
Prêt-à-porter	31 900	Salon de coiffure	27 100
Rép. app. électroménagers	31 800	Fleurs	26 900
Cordonnerie	31 700	Blanchisserie, pressing	25 200
Taxi	31 400	Esthétique, parfumerie	25 200
Lingerie féminine	30 900	Esthétique	23 000
Commerce de motos- rép.	31 900	Mercerie	20 400
Restauration rapide	30 000	Toiletage animaux	19 200
Antiquités-brocante	30 000	Coiffure à domicile	17 700

* hors cotisations sociales de l'exploitant

→ CA : -1,0% → RC : -3,4%

Évolution du chiffre d'affaires et du résultat courant 2014/2013



	2014		2013	
	CA	RC	CA	RC
DÉTAIL ALIMENTAIRE	+0,5%	+1,3%	+1,1%	-1,1%
Boucherie	+2,2%	+3,8%	+2,9%	+1,0%
Boucherie-Charcuterie	+1,8%	+2,3%	+2,7%	-0,7%
Charcuterie	+1,5%	+5,1%	+1,5%	-0,7%
Boulangerie-Pâtisserie	+0,1%	+0,6%	+0,0%	-1,9%
Pâtisserie	+1,3%	+0,4%	+0,8%	+1,4%
Alimentation générale	-2,0%	+0,4%	-0,8%	-3,1%
Supérettes	-1,7%	+2,1%	+0,4%	+1,4%
Fruits et légumes	-1,8%	-1,4%	+4,3%	+2,7%
Crèmerie	+3,4%	+3,0%	+1,7%	+0,1%
Poissonnerie	+0,6%	+0,0%	+0,2%	-2,9%
ÉQUIP^T DE LA PERSONNE	-2,1%	-3,6%	-3,5%	-7,4%
Maroquinerie	-2,0%	-5,4%	-3,0%	-9,4%
Prêt-à-porter	-2,0%	-2,8%	-4,2%	-7,8%
Chaussures	+0,1%	+1,4%	-1,0%	-6,7%
Lingerie féminine	-0,5%	-3,5%	-2,3%	-4,8%
Mercerie	-3,9%	-8,0%	-3,5%	-6,8%
Horlogerie-Bijouterie	-4,7%	-9,2%	-5,7%	-9,6%
ÉQUIP^T DE LA MAISON	-2,2%	-4,4%	-2,7%	-4,2%
Antiquités, brocante	-2,2%	-5,2%	-1,8%	-2,5%
Cadeaux, souvenirs	+0,0%	+1,6%	-2,6%	-4,9%
Ébénisterie	-1,7%	-4,6%	-2,0%	-4,2%
Tapisserie-décoration	-4,2%	-6,6%	+1,1%	+2,8%
Électroménager, TV, Hifi	-2,1%	-0,4%	-7,2%	-11,4%
Fleurs	-3,2%	-7,0%	-2,2%	-3,0%
BEAUTÉ-ESTHÉTIQUE	+0,0%	+0,8%	-1,2%	-2,3%
Salon de coiffure	+0,0%	+0,8%	-1,1%	-2,2%
Coiffure à domicile	-0,5%	-0,4%	-1,0%	-1,0%
Esthétique	+0,3%	+1,8%	-1,3%	-2,0%
Esthétique et parfumerie	-0,3%	-0,5%	-3,1%	-5,2%
Parfumerie, produits de beauté	+0,5%	-7,7%	-2,0%	-8,5%
CULTURE ET LOISIRS	-1,1%	+0,1%	-2,2%	-2,0%
Articles de pêche et de chasse	-0,1%	-0,9%	-1,7%	-5,7%
Articles de sport	-0,1%	-7,0%	-1,4%	-2,0%
Commerce de cycles	+2,5%	+5,0%	-4,4%	-5,2%
Librairie, papeterie, presse	-1,3%	+1,5%	-2,8%	-2,6%
Studio photographique	-4,4%	-5,4%	-3,5%	-2,3%
Tabac, journaux, jeux	-1,1%	+1,7%	-2,9%	-1,6%
CAFÉ-HÔTEL-RESTAURANT	-0,7%	-2,3%	-0,7%	-3,0%
Café-tabac, jeux, journaux	-0,5%	-0,6%	-1,8%	-3,2%
Café, jeux	+0,1%	-0,4%	-0,6%	-3,4%
Hôtel sans restaurant	-1,7%	-3,6%	-0,4%	-4,2%
Hôtel-Restaurant	-2,3%	-6,3%	-1,0%	-3,8%
Hôtellerie de plein air	+0,5%	-4,0%	-0,1%	-0,4%
Brasserie	-0,4%	-1,3%	-0,9%	-5,1%
Café-Restaurant	-0,9%	-1,4%	-1,0%	-3,1%
Crêperie	+0,9%	+0,5%	-1,3%	-3,5%
Pizzeria	+0,7%	+0,5%	+0,0%	-1,9%
Restaurant	-1,1%	-5,0%	-0,5%	-2,5%
Restauration rapide	+0,4%	-2,2%	+0,2%	-0,8%

SANTÉ	-0,9%	-0,8%	-1,4%	+2,2%
Pharmacie	-0,9%	-0,6%	-1,4%	+2,8%
Optique, lunetterie	-2,9%	-8,4%	-1,6%	-4,6%
Prothésiste dentaire	-0,8%	-1,9%	-0,5%	-2,9%
SERVICES DIVERS	+1,1%	-0,1%	-0,2%	-1,2%
Cordonnerie	-0,3%	-0,1%	-0,0%	-0,9%
Imprimerie	+1,1%	+7,3%	-4,7%	-10,2%
Marbrerie funéraire	-0,5%	-0,5%	-0,5%	-8,3%
Signalétique	+1,0%	+1,4%	-2,0%	-3,5%
Agence immobilière	+0,2%	-3,1%	-4,0%	-6,0%
Blanchisserie, pressing	+0,8%	+0,5%	-0,5%	-1,1%
Toilettage d'animaux	+0,9%	+1,7%	-1,0%	-1,0%
Entreprise de nettoyage	+2,8%	+1,0%	+3,2%	+2,5%
AUTO-MOTO	-0,9%	-1,9%	-0,3%	-0,7%
Carrosserie automobile	+0,5%	+1,0%	+1,9%	-0,2%
Garage	-0,1%	-2,2%	-0,3%	-0,4%
Garage, VO-VN	-0,8%	-2,5%	+0,1%	+1,1%
Garage, VO-VN, carburant	-2,6%	-1,5%	-4,0%	-3,0%
Commerce et réparation de motos	+0,1%	+1,7%	-3,8%	-8,5%
TRANSPORTS	+0,9%	-1,2%	+1,8%	+1,0%
Ambulances	+1,2%	-1,3%	+2,0%	+2,7%
Taxi	-1,9%	-4,0%	+1,0%	+1,5%
Transports de marchandises	+3,9%	+4,4%	+2,7%	-0,1%
Messagerie, fret express	+4,6%	+4,6%	+2,0%	-2,9%
BÂTIMENT	-1,5%	-4,8%	-0,2%	-0,5%
Couverture	+1,6%	-0,6%	+0,4%	-0,3%
Charpente	-0,6%	-8,4%	-0,2%	-1,0%
Maçonnerie	-1,8%	-4,3%	-0,8%	-1,8%
Terrassement, travaux publics	+0,1%	-6,8%	+1,3%	+0,6%
Électricité générale	-3,0%	-5,3%	-0,9%	+0,2%
Plomberie, chauffage, sanitaire	-2,0%	-6,2%	+0,1%	+0,1%
Menuiserie	-0,9%	-4,0%	-0,4%	-0,9%
Serrurerie, métallerie	-0,6%	-5,4%	-0,1%	+0,5%
Peinture	-2,5%	-4,3%	+0,2%	+1,0%
Plâtrerie, staff, décoration	-0,6%	-3,6%	-0,8%	-1,6%
Revêtement sols, murs, carrelage	-2,9%	-6,5%	-0,2%	-1,4%

Le secteur se défend

→ CA : +0,5% → RC : +1,3%

LE SECTEUR EN 2014

En 2014, en France, la consommation des ménages en "alimentation et boissons non alcoolisées" a été de 151,9 Mds €, en augmentation de 0,6% par rapport à 2013, sur une dépense de consommation totale de 1 139 Mds. Depuis 1960, la part budgétaire réservée à l'alimentation est passée de plus de 20% à 10% en 2014. En 2011, les hypers et les supers captent 65,2% des parts de marché. Les commerces artisanaux d'alimentation spécialisés représen-

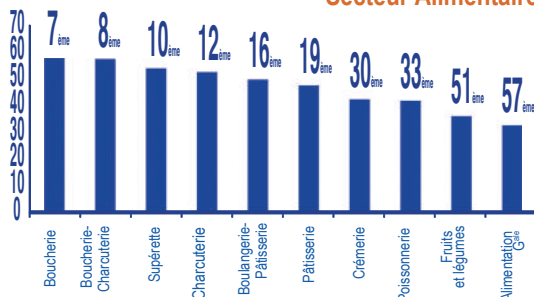
tent 18,6% du marché et les épiceries et supérettes 7,3% des ventes. Concernant spécifiquement le marché du commerce alimentaire de proximité, il est fortement atomisé mais il demeure dominé par les principales enseignes de la grande distribution. Son évolution est fortement impactée par les caractéristiques sociodémographiques et le contexte socio-économique. Pour en tenir compte, les professionnels du secteur jouent sur leur proximité avec des

consommateurs de plus en plus avisés. Ils axent leurs efforts sur la qualité, le choix, l'innovation constante... Ainsi, au-delà du critère prix, important en période d'incertitude économique, les commerçants de l'alimentaire s'efforcent de proposer une offre spécialisée, respectueuse des contraintes environnementales et porteuse de sens pour le consommateur. ■

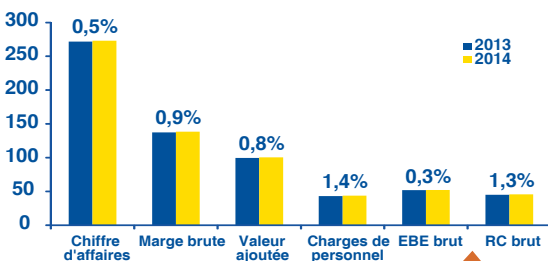
PALMARÈS DES RÉSULTATS COURANTS

-classement des 77 professions-

Secteur Alimentaire

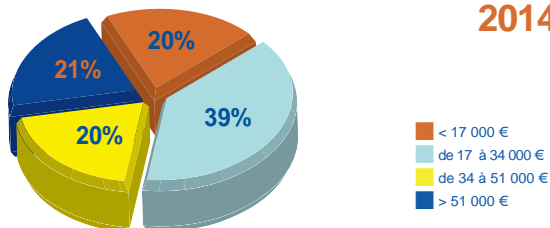


ÉVOLUTION DES RATIOS ÉCONOMIQUES



En 2014, l'évolution de +0,5% du chiffre d'affaires, de +0,9% de la marge brute et de +0,8% de la valeur ajoutée, permettent une légère progression des résultats du secteur du commerce de détail alimentaire. Le résultat courant brut augmente de 1,3% et représente 17% du chiffre d'affaires. Dans le même temps, les charges de personnel s'accroissent de 1,4%. ■

RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR TRANCHES DE RÉSULTAT COURANT 2014



Les professionnels du secteur sont 39% à gagner entre un et deux SMIC annuels bruts. La tranche inférieure et la tranche supérieure à cette dernière, représentent chacune 20% des entreprises. La part des revenus supérieurs à 3 SMIC compte 21% des professionnels de ce secteur. ■

Chiffres clés

Nombre d'adhérents :	18 018
Chiffre d'affaires moyen :	273 K€
Résultat courant moyen :	46 K€
Chiffre d'affaires évolution :	+0,5%
Résultat courant évolution :	+1,3%



"J'ai créé une très forte relation humaine avec mes clients..."

Sylvie Puijanne

TÉMOIGNAGE

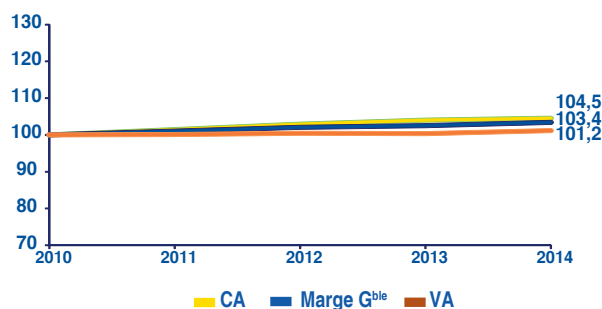
Sylvie PUJANNE
Alimentation Générale
"CADI" - Pessac (33)

Depuis 20 ans, je développe une activité de livraison alimentaire à domicile sur Bordeaux et sa métropole. Au départ je distribuais des prospectus dans les boîtes aux lettres ou dans les commerces pour me faire connaître. Je propose un catalogue répertoriant les produits (référence, quantité, marque, prix, ...) que je communique par courrier ou par e-mail. Ma clientèle est principalement composée de personnes du 3^{ème} âge, de clients ayant des besoins ponctuels, handicapés, femmes enceintes, ... Des entreprises font également appel à mes services pour l'organisation de réunions à travers la fourniture d'eau, café, biscuits, ... Cela représente 10 à 15% de mon chiffre d'affaires. J'ai une publicité dans

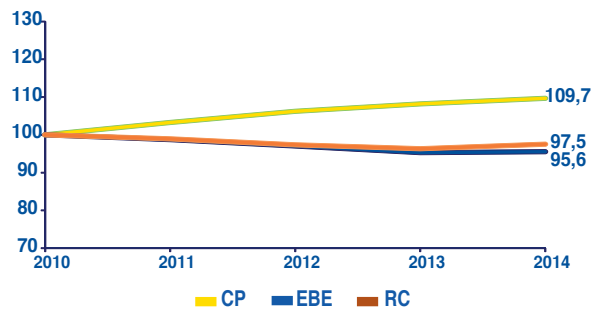
les pages jaunes, mais beaucoup de mes clients viennent à moi par le réseau d'autres professionnels à domicile, infirmières, coiffeuses, corps médical... Un standard assure la permanence téléphonique, prend les commandes et les messages urgents communiqués par texto. Je m'engage à livrer dans les 24 heures toute commande faite avant midi. Ayant peu de concurrence directe, mon activité s'est développée. Je travaille seule avec un fourgon que je charge parfois 2 à 3 fois dans la journée. Je suis occupée toute l'année du lundi au vendredi, de 10h30 à 20 h. J'ai créé une très forte relation humaine avec mes clients que je connais parfois depuis mes débuts. Les techniques évoluent, et pour répondre à la demande, j'ai le projet de réaliser un site internet qui servira de vitrine pour présenter mes services et mes produits. ■

4 ANNÉES D'ÉVOLUTION

DU CHIFFRE D'AFFAIRES, DE LA MARGE BRUTE ET DE LA VALEUR AJOUTÉE



DES CHARGES DE PERSONNEL, DE L'EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION ET DU RÉSULTAT COURANT



Plus d'activité mais moins de rentabilité

En 5 ans, les ratios de chiffre d'affaires, de marge brute et de valeur ajoutée évoluent positivement et de façon similaire, respectivement de 4,5%, 3,4% et de 1,2%. Ce sont les charges de personnel qui augmentent le plus de 2010 à 2014, avec +9,7%. Sur cette période, l'excédent brut d'exploitation et le résultat courant reculent respectivement de 4,4% et de 2,5%, marquant un net affaiblissement de la rentabilité. ■

TENDANCES

Les consommateurs de plus en plus exigeants, zappeurs et stratégiques, favorisent une demande en recherche de praticité, de rapidité d'achat, de produits frais locaux ou "bio". La qualité des produits des artisans du commerce alimentaire, la proximité, le savoir-faire et la convivialité ne sont plus des critères suffisants pour se différencier. Favoriser les produits du cru et respectueux de l'environnement peut permettre à ces commerçants de résister à la pression commerciale des autres circuits de distribution. Ils ont intérêt à proposer plus de services : une large amplitude des horaires d'ouverture, le e-commerce, la livraison à domicile ou le retrait des



achats en magasin... En 2012, 10,6% de consommateurs déclarent avoir fréquenté un "Drive" au cours de l'année, en dépit de la jeunesse du circuit. Il existe des solutions informatiques pour gérer ces services. Elles sont plus ou moins onéreuses mais de plus en plus faciles à utiliser. Ces adaptations pourraient conforter l'engouement croissant de la fréquentation des commerces de proximité et faire évoluer leur compétitivité. ■

Sources : INSEE ; DGCCRF ; CREDOC ; ISM.

"DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LES GRANDES SURFACES SONT DÉLAISSÉES POUR UN RETOUR AUX COMMERCE DE PROXIMITÉ."

Dekkiche Khoutir

DEKKICHE Khoutir , DK fruits - MARTIGUES (Bouches du Rhône)

Installé depuis plus de 25 ans dans un quartier de Martigues, "DK Fruits" est un commerce de proximité dont l'activité principale est la vente de fruits et légumes. Au fil du temps, les besoins des consommateurs n'ont cessé d'évoluer. Il faut constamment s'adapter aux modes de consommation.

"Soucieux de la qualité et de la fraîcheur des fruits et légumes que je vends, je m'approvisionne au marché de gros MIN des Arnavaux et j'achète directement ma marchandise aux producteurs locaux qui sont de moins en moins nombreux dans notre région. Les réglementations en terme d'agriculture raisonnée ou Bio sont très contraignantes et les prix pratiqués sont de plus en plus élevés.

Nous sommes ouverts 7 jours sur 7 avec une amplitude horaire de 6 h du matin jusqu'à 20 h le soir. Nous nous devons de répondre avec le sourire à nos clients sur le choix des produits. Nous avons mis en place un service de livraison à domicile pour les clients qui ne peuvent se déplacer. Notre clientèle est exigeante mais très fidèle.

En tant que primeur, nous proposons également des paniers de produits de saison (légumes et fruits) à nos clients sans aucun engagement



de durée. Pour la période des fêtes de fin d'année, nous composons en outre des corbeilles de fruits.

Notre activité nous prend beaucoup de temps et d'énergie (marché de nuit, heures d'ouvertures ...) et empiète sur notre vie privée. Le temps passe si vite que nous n'avons pas vu grandir nos enfants.

Depuis quelques années, les grandes surfaces sont délaissées pour un retour aux commerces de proximité. Les produits surgelés sont abandonnés au profit des fruits et légumes frais et naturels. Tous ces points nous ont permis de maintenir notre chiffre d'affaires en 2014. Pour 2015, il faut être attentif et réactif mais nous avons la confiance de nos clients soucieux de leur équilibre alimentaire". ■

Supérette

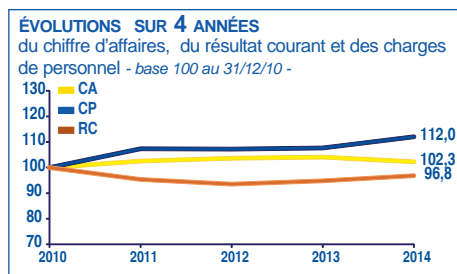
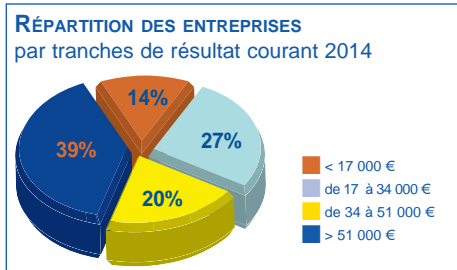
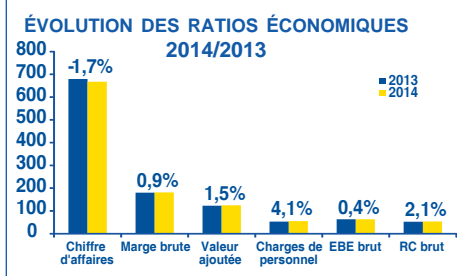
→ CA : -1,7% → RC : +2,1%

ENCORE DES RÉSULTATS

Les ventes des supérettes passent dans le rouge en 2014, -1,7%, après plusieurs années de hausse. Toutefois, la tendance est au positif pour tous les autres ratios. Le résultat brut final



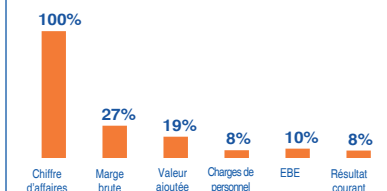
s'améliore de 2,1% après une année 2013 déjà bien orientée, +1,4%. Compte tenu des baisses importantes enregistrées en 2012, -1,9%, et surtout en 2011, -4,6%, le résultat s'est réduit de 3,2% sur quatre ans tandis que sur la même période, le chiffre d'affaires a progressé de 2,3%. Avec un résultat de 53 000 €, la profession demeure classée 3^{ème} parmi les activités de l'alimentaire. En 10^{ème} position au classement de l'ensemble des 77 professions, elle gagne 4 places par rapport à 2013. Les supérettes sont 47% à réaliser entre 17 000 et 51 000 € de résultat, 14% font moins d'un SMIC annuel brut et 39% plus de 51 000 €. ■



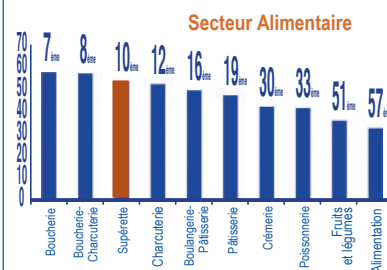
Chiffres clés

Nombre d'adhérents : 137
Chiffre d'affaires moyen : 667 K€
Résultat courant moyen : 53 K€
Indice des prix (alimentation) : -0,8%

TAUX STRUCTURELS DE LA PROFESSION



PALMARÈS DES RÉSULTATS COURANTS -classement des 77 professions-



Fruits et légumes

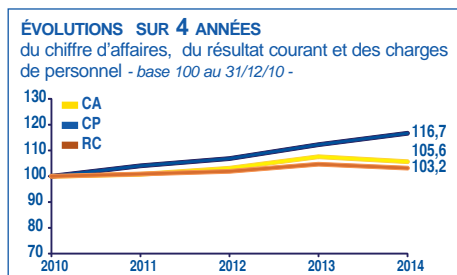
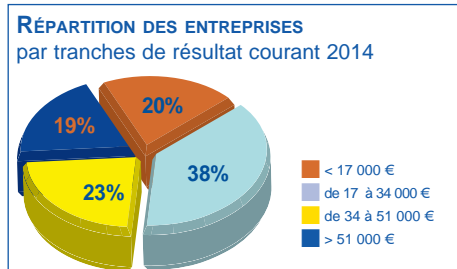
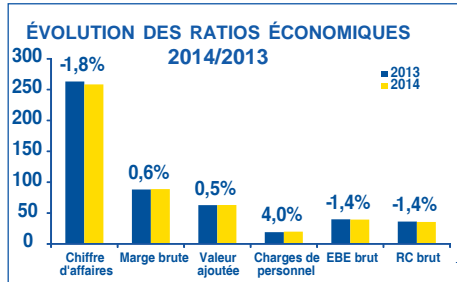
→ CA : -1,8% → RC : -1,4%

MAUVAISE RÉCOLTE

Le chiffre d'affaires de la profession accuse un recul de 1,8% en 2014, après deux années de croissance soutenue, +4,3% en 2013 et +2,3% en 2012. Cette évolution est à rapprocher de



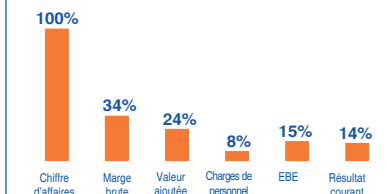
la fluctuation des prix sur le marché des fruits et légumes, en hausse sur 2012 et 2013 puis en baisse sur 2014. Le résultat brut suit cette même tendance. Après deux années 2013 et 2012 en positif, à +2,7% et +1%, il se réduit de 1,4% en 2014. C'est la seule profession qui enregistre une baisse du résultat courant dans le secteur de l'alimentaire de détail. Sur les quatre années écoulées, le chiffre d'affaires a progressé de 5,6% et le résultat brut de 3,2%. Au classement des résultats, la profession Fruits et légumes est avant-dernière sur le secteur alimentaire et 51^{ème} sur l'ensemble des 77 professions étudiées. ■



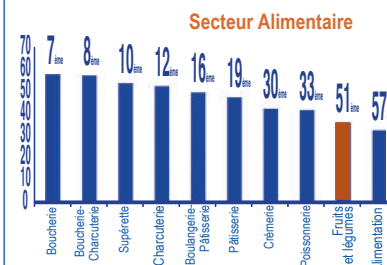
Chiffres clés

Nombre d'adhérents : 1 204
Chiffre d'affaires moyen : 258 K€
Résultat courant moyen : 36 K€
Indice des prix (fruits frais) : -5,8%
(légumes frais) : -4,7%

TAUX STRUCTURELS DE LA PROFESSION



PALMARÈS DES RÉSULTATS COURANTS -classement des 77 professions-

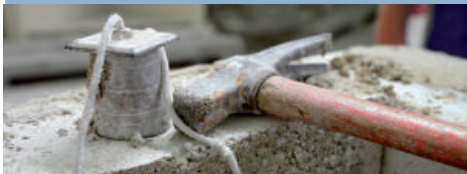


Maçonnerie

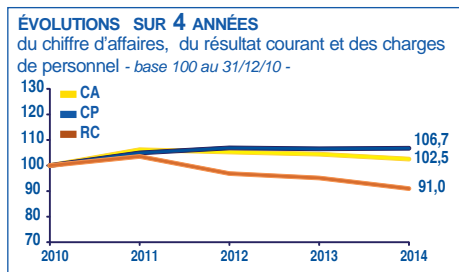
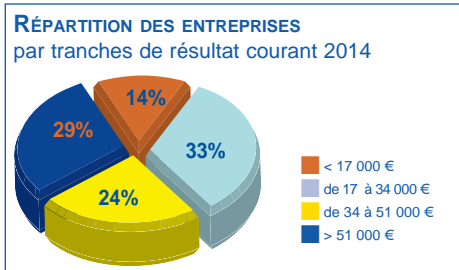
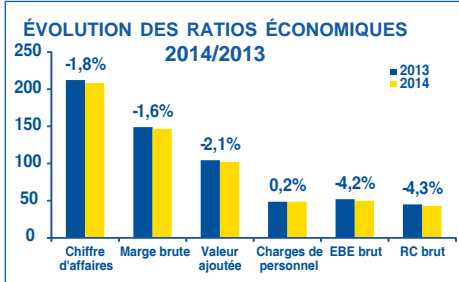
→ CA : -1,8% → RC : -4,3%

MANQUE DE SOLIDITÉ

Le chiffre d'affaires moyen des entreprises de maçonnerie a enregistré en 2014 une baisse de 1,8% avec une répercussion pratiquement identique sur la marge brute. Le résultat moyen



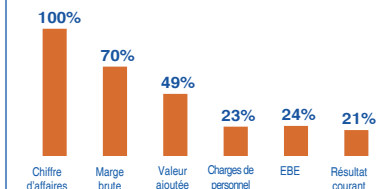
accuse un recul plus important de 4,3% malgré une stabilisation du poids des charges de personnel. Il s'élève à 43 000 € au lieu de 45 000 € l'année précédente et représente 21% du chiffre d'affaires. Plus de 53% des entreprises de maçonnerie dégagent un revenu supérieur à 34 000 € et 14% un revenu inférieur au SMIC. Depuis 2011, année où le chiffre d'affaires et le résultat avaient évolué de manière positive, la profession enregistre une diminution constante de son activité et de sa rentabilité. Elle se maintient toutefois à la 26^{ème} place du classement général des professions étudiées comme en 2013. Sur 4 ans, le résultat moyen s'est dégradé de 9%. ■



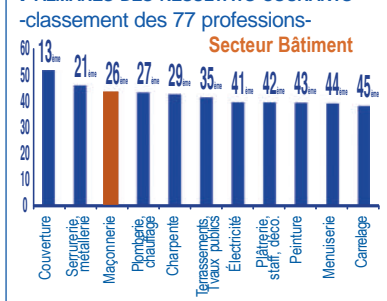
Chiffres clés

Nombre d'adhérents : 7 291
Chiffre d'affaires moyen : 208 K€
Résultat courant moyen : 43 K€
IPEA : +1,0%
(maçonnerie, béton armé et carrelage)

TAUX STRUCTURELS DE LA PROFESSION



PALMARÈS DES RÉSULTATS COURANTS

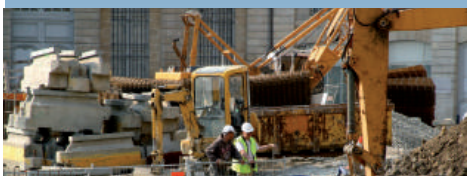


Terrassements, Travaux publics

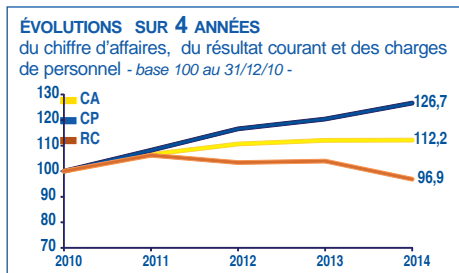
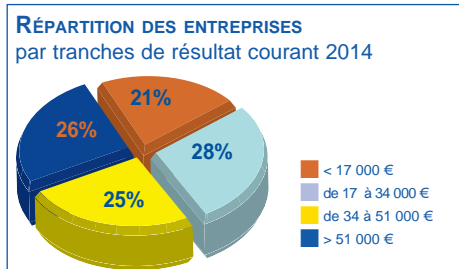
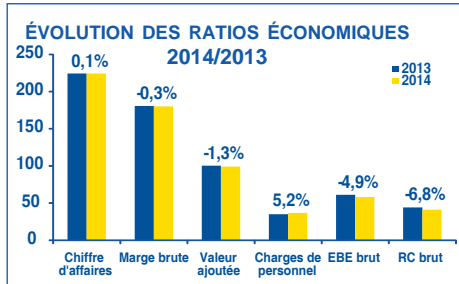
→ CA : +0,1% → RC : -6,8%

À CONSOLIDER

Le chiffre d'affaires moyen est identique à celui de l'année précédente, mais la rentabilité recule fortement. Le résultat moyen enregistre une forte baisse de 6,8%. Il s'agit d'une des plus



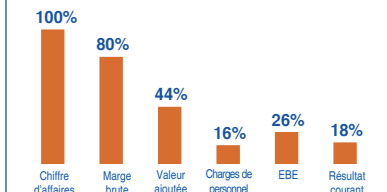
importantes variations négatives constatées cette année dans les professions du bâtiment. Situés à la 35^{ème} place dans le palmarès des activités, les travaux publics rétrogradent de 7 places par rapport à 2013. Le résultat moyen représente 18% du chiffre d'affaires et s'élève à 41 000 € en 2014 au lieu de 44 000 € en 2013. De 2010 à 2013, une évolution positive du chiffre d'affaires et du résultat avait pu être constatée. Mais en 2014 la rentabilité revient à un niveau inférieur à celui de 2010. Pour plus de 50 % des professionnels, les revenus annuels dépassent 34 000 € alors que 21% disposent d'un revenu inférieur au SMIC. ■



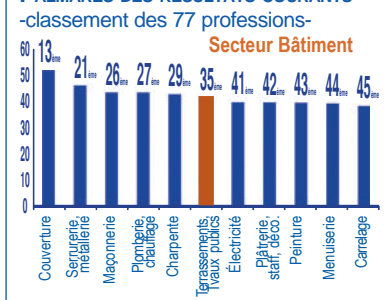
Chiffres clés

Nombre d'adhérents : 1 763
Chiffre d'affaires moyen : 224 K€
Résultat courant moyen : 41 K€
IPEA global : +0,5%

TAUX STRUCTURELS DE LA PROFESSION



PALMARÈS DES RÉSULTATS COURANTS





RÉALISATION :



Fédération des Centres de Gestion Agréés,
2 rue Meissonier, 75017 Paris - Tél : 01 42 67 80 62



Association Nationale des Directeurs de Centres et Associations de Gestion Agréés,
52 rue d'Illiers, 45 057 Orléans - Tél : 02 38 78 08 88

Édition : CGA Diffusion, 2 rue Meissonier, 75017 Paris - Tél : 01 42 67 80 62

Menace sur les revenus des commerçants !



En 2014, les revenus des commerçants et des artisans chutent de 3,4% en moyenne. C'est ce que démontre la 21^{ème} édition de l'étude « Chiffres et Commentaires » conduite par la FCGA. 75 professions analysées, 11 secteurs passés au crible, des témoignages de professionnels : le document regorge de données inédites. Synthèse des principaux enseignements à lumière de l'enquête annuelle de l'INSEE sur le commerce.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE - octobre 2015

Observatoire de la petite entreprise n° 58 FCGA – Banque Populaire

Chiffres et Commentaires – cahier n° 21



En 2014, selon l'INSEE, les ventes TTC du commerce de détail et de l'artisanat commercial (boulangeries, pâtisseries, charcuteries) atteignent 492 milliards d'euros TTC. Soit une hausse de 0,8% en volume par rapport à l'année précédente. Toujours selon la même source, dans le commerce et la réparation automobile, le chiffre d'affaires s'élève à 104 milliards d'euros. Après deux années de fort recul, il augmente de 1,6% et semble enfin se stabiliser. Comme en 2013, globalement, ce sont les magasins du secteur non alimentaire (+0,3%) qui tirent profit de l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Néanmoins, les boutiques d'alimentation spécialisées et les artisans des métiers de bouche enregistrent un chiffre d'affaires en hausse de 1,2%.

L'ALIMENTAIRE, CHAMPION DE LA RENTABILITE !

L'étude statistique menée par la FCGA sur les exercices clos en 2014 de 183 000 petites entreprises du commerce de détail, de l'artisanat commercial, des services et du bâtiment artisanal dégage, pour sa part, deux tendances majeures :

- un recul de l'activité avec un chiffre d'affaires moyen de -1,0% (contre -0,4% en 2013),
- une chute de la rentabilité avec un résultat courant net moyen de -3,4% (contre -1,1% en 2013).

Les données inédites de la FCGA confirment le dynamisme du commerce de détail alimentaire relevé par l'INSEE.

Avec un chiffre d'affaires en hausse de 0,5%, le secteur réalise l'une des meilleures performances commerciales de l'année 2014, toutes professions confondues. Les crémiers-fromagers (+3,4%) et les artisans bouchers (+2,2%) se distinguent tout particulièrement.

Mieux : les professionnels de l'alimentation affichent la meilleure rentabilité de l'année avec un résultat courant de +1,3% !

LES SERVICES BOOSTENT LEURS VENTES

Sur les 11 secteurs analysés, seulement trois présentent des hausses de chiffres d'affaires supérieures à zéro, mais qui dissimulent en réalité des baisses relatives d'activité dans les deux derniers cas :

- Les services..... +1,1% (contre -0,2% en 2013)
- Les transports..... +0,9% (contre +1,8% en 2013)
- Le commerce de détail alimentaire..... +0,5% (contre +1,1% en 2013)

Seul le secteur des services enregistre une hausse effective de ses ventes et améliore dans le même temps son résultat courant net (-0,1%, contre -1,2% en 2013).

A l'exception de la beauté-esthétique dont le taux d'évolution d'activité est nul (0,0%, contre -1,2% en 2013), les 7 autres familles professionnelles affichent des taux d'évolution négatifs.

Dans certains cas, comme par exemple pour l'équipement de la personne (-2,1%, contre -3,5% en 2013), l'équipement de la maison (-2,2%, contre -2,7% un an plus tôt) ou encore le secteur culture et loisirs (-1,1%, contre -2,2% douze mois avant), il s'agit de tendances relatives à mettre impérativement en comparaison avec les performances de l'année précédente pour mieux comprendre ce que « disent » réellement les chiffres.

FORTE DETERIORATION DANS LE BATIMENT

Parmi les trois autres secteurs analysés, les cafés-hôtels-restaurants enregistrent une baisse d'activité de 0,7%, identique à celle de 2013. Tandis que les ventes baissent modérément dans l'auto-moto : -0,9%, contre -0,3% l'année dernière.

Pour l'INSEE, l'érosion des ventes constatées sur le marché de l'entretien et de la réparation d'automobiles s'explique notamment par « *la fiabilité croissante des véhicules et la diminution tendancielle du nombre de kilomètres parcourus par automobile* ».

Dans l'artisanat du bâtiment, la situation se détériore plus sérieusement. Le chiffre d'affaires de ce secteur stratégique pour la croissance des TPE poursuit sa chute en 2014 : -1,5%, contre -0,2% l'année précédente.

Plus grave : la rentabilité des professionnels de la construction et de la rénovation est particulièrement affaiblie : -4,8% contre -0,5% en 2013. C'est la plus forte baisse de revenu constatée en 2014, toutes professions confondues. Couverture, plomberie, électricité, maçonnerie, menuiserie, terrassement... : tous les métiers du bâtiment enregistrent des revenus en chute.

DES REVENUS EN CHUTE

En moyenne, le résultat courant des petites entreprises chute de 3,4% en 2014.

Parmi les plus fortes baisses :

- L'artisanat du bâtiment..... -4,8%
- L'équipement de la maison..... -4,4%
- L'équipement de la personne..... -3,6%

Parmi les plus fortes hausses :

- Le commerce de détail alimentaire..... +1,3%
- La beauté-esthétique..... + 0,8%
- La culture et les loisirs..... +0,1%

LE PALMARÈS DES REVENUS NETS *

* Après déduction des charges sociales de l'entreprise et avant impôt

Sur le podium des professions qui gagnent le plus en 2014, on trouve :

- Les pharmaciens d'officine..... 144 900 € (2013 : 146 500 €)
- Les opticiens..... 60 400 € (2013 : 66 800 €)
- Les ambulanciers et les taxis-ambulances..... 52 000 € (2013 : 55 600 €)

Et aussi...

Les prothésistes-dentaires (46 500 €), les débitants de tabacs-jeux-journaux (45 400 €), les cafetiers et débitants de tabacs-jeux (44 400 €), les bouchers (39 900 €)...

En bas de tableau, les trois professions qui gagnent le moins sont :

- Les coiffeurs à domicile..... 10 800 € (2013 : 10 500 €)
- Les toiletteurs animaliers..... 12 300 € (2013 : 12 200 €)
- Les exploitants de mercerie..... 13 700 € (2013 : 14 100 €)

Et aussi...

Les parfumeries (15 600 €), les pressings (16 200 €), les salons de coiffure et les fleuristes (17 500 €), les tapissiers décorateurs (17 700 €)



AVIS D'EXPERT

Martine PINVILLE

Secrétaire d'État chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire

« Je me réjouis que les éléments de conjoncture les plus récents confirment la reprise de la consommation enregistrée au premier trimestre 2015, d'autant que cette reprise couvre assez largement les activités du commerce. Elle s'observe vraiment pour les ventes de produits industriels, alimentaires, du commerce indépendant de proximité, de la grande distribution et des hypermarchés ».

MÉTHODOLOGIE DE L'OBSERVATOIRE

Tous les mois, près de 70 centres de gestion agréés (CGA), répartis sur l'ensemble du territoire national, transmettent les chiffres d'affaires, rendus anonymes, de leurs adhérents à la Fédération. Les indices d'activité sont calculés chaque trimestre, à partir des chiffres d'affaires d'un échantillon de 17 000 petites entreprises de l'artisanat, du commerce et des services.

L'évolution des activités est pondérée par le nombre d'entreprises recensées par l'INSEE dans chaque secteur considéré. Un questionnaire est parallèlement adressé chaque trimestre à près de 2 000 petites entreprises représentatives, permettant d'établir le baromètre du moral des dirigeants et de leurs intentions d'investissement et de recrutement.

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE « CHIFFRES ET COMMENTAIRES »

Cette 21^{ème} édition présente les indicateurs statistiques sur l'évolution économique de 183 000 TPE adhérentes des CGA membres du réseau FCGA/ANPRECEGA. Ces résultats sont calculés à partir des déclarations fiscales 2014. Les 75 professions de cette étude sont regroupées en 11 secteurs d'activité. Ces professions, parmi les mieux représentées au sein des centres de gestion agréés, font l'objet d'une analyse des principaux indicateurs économiques, permettant ainsi de positionner les TPE dans leur environnement. Une analyse sur l'évolution des critères de gestion et sur les niveaux de résultat vient compléter cette étude. Chacune de ces 75 professions fait enfin l'objet d'une analyse économique spécifique. Si ces résultats traduisent des tendances bien réelles, ils ne doivent en aucun cas être considérés comme des normes professionnelles.

LA FÉDÉRATION DES CENTRES DE GESTION AGRÉÉS EN BREF...



Près de 300 000 petites entreprises (TPE) et 103 Centres de Gestion Agréés (CGA)

92 % des entreprises nationales ont moins de 10 salariés

50 % des TPE imposées au BIC sont adhérentes à un CGA

Grâce à l'adhésion à un CGA, le revenu imposable de l'entreprise n'est pas majoré de 25 % !



Les CGA, structures associatives de proximité, constituent un pôle remarquable de conseils collectifs : aide à la gestion, formation et prévention fiscale. Les TPE bénéficient d'une offre pédagogique attractive (les CGA sont parmi les premiers centres formateurs de la petite entreprise avec plusieurs centaines de milliers d'heures annuelles de formation).

La FCGA forme un réseau d'information et d'assistance aux TPE présent sur l'ensemble du territoire national et capitalise une expertise économique et sociale reconnue de la petite entreprise.

Elle dispose d'outils d'observation et d'analyse particulièrement fiables qui alimentent régulièrement une base de données statistiques très performante.

Contacts presse : FCGA - Guylaine Bourdoux - 01 42 67 80 62 - gbourdoux@fcga.fr